



L'Occident dans la réflexion face à la crise énergétique et alimentaire

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 27 mars 2022

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Si l'establishment occidental tente de maintenir l'idée que tout reste sous contrôle dans l'espace concerné, en préférant s'intéresser aux difficultés éventuelles à d'autres endroits du monde, la réalité actuelle démontre que l'Occident ne sera définitivement pas épargné par les difficultés déjà en cours d'observation, notamment dans les sphères agroalimentaire et de l'énergie.

Pendant que les médias occidentaux comme *Atlantico* [se posent la question](#) si l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine aura des conséquences sur le marché alimentaire mondial et plus particulièrement pour les pays d'Afrique et d'Asie, la question que devrait surtout commencer à se poser les élites politico-médiatiques de l'Ouest est la suite des événements pour leurs propres pays.

En effet, si le prix des céréales a connu une forte hausse récente, avec un impact international sur la question, il ne faut pas oublier que les trois premiers [producteurs mondiaux](#) sont la Chine, ainsi que l'Inde et la Russie (étant par la même occasion le premier [exportateur mondial](#)). En d'autres termes – des puissances non-occidentales. Connaissant les risques que pourraient endurer certains pays du monde face à la hausse actuelle des prix et dans un monde où l'Occident a officialisé son refus des règles multipolaires, il n'est pas exclu que des pays en difficulté (non-occidentaux) pourront prétendre à négocier des conditions spéciales auprès des principales puissances pro-multipolaires mondiales.

Pendant ce temps, l'Occident en faux-moralisateur et faux-apôtre de la démocratie, est déjà lui-même confronté à de nombreux défis. En France, Emmanuel Macron [veut](#) la mise en place d'un chèque alimentaire, afin «d'aider les ménages les plus modestes et les classes moyennes à faire face à ces surcoûts», tout en affirmant «que la France va être confrontée à une crise alimentaire mondiale à cause de la guerre en Ukraine compte tenu du fait que l'Ukraine, mais aussi la Russie, sont des véritables greniers pour l'alimentation internationale». Surtout la Russie, faut-il bien le préciser.

En Espagne, l'envolée des prix fait flamber la colère sociale, [titre TV5 Monde](#), faisant référence à la grève des transporteurs routiers et aux manifestations d'agriculteurs et de pêcheurs, sans oublier les simples consommateurs face à la hausse des prix, y compris de l'énergie. Tout en rappelant que près de 150 000 éleveurs et agriculteurs, touchés de plein fouet par la hausse du coût des engrais et des matières premières avaient fait le déplacement dans la capitale Madrid pour exprimer leur grand mécontentement.

D'autres pays, notamment l'Italie, ne seront évidemment pas épargnés. En passant la même Italie qui lors de la crise du Covid-19 avait accueilli en grande pompe l'aide de matériels et de spécialistes en provenance de Russie, mais qui désormais participe activement à la campagne russophobe en cours.

Dans cette réalité, l'Occident pourrait-il prétendre à de quelconques gestes de soutien de la part de Moscou? La réponse est indéniablement non. Ni dans la sphère énergétique, ni agroalimentaire. Cela sans même, pour l'instant, aborder l'éventualité d'une rupture complète relationnelle, dans le cadre des livraisons énergétiques vers l'Union européenne, ou en ce qui concerne la présence massive d'entreprises occidentales sur le sol russe.

S'il est évident que pendant que des pays comme l'Inde [augmentent](#) largement leurs importations de pétrole russe, en obtenant par la même occasion des conditions intéressantes et en privilégiant les paiements en monnaies nationales, que le Pakistan [accroît](#) sa collaboration avec Moscou dans les domaines du blé et du gaz, les pays occidentaux devront désormais s'adapter à de nouvelles réalités.

Comme le fait que l'Union européenne sera dorénavant obligée de [payer](#) ses importations de gaz russe non plus en euros ou en dollars, mais bel et bien en roubles. Une mesure qui pourrait d'ailleurs être élargie à d'autres types de produits en provenance de la Russie.

Et la question à se poser au sein des populations occidentales, et peut-être plus particulièrement européennes, qui subissent déjà les effets de cette situation, est s'il fallait en arriver là? Les accusations qui visent aujourd'hui la Russie, pour toute personne censée, ne peuvent voiler la réalité que depuis huit longues années la population du Donbass vivait la martyre sous la bénédiction des élites de l'Occident, et notamment européistes, et que le fait de suivre aveuglement les prérogatives washingtoniennes par l'Europe – sont les éléments de réponse à la situation subie, et très certainement encore à subir.

A la différence de Washington, Moscou comme Pékin n'ont pas besoin de vassaux. Mais de partenaires dignes de ce nom. L'Europe bruxelloise, en simple sous-traitant des intérêts outre-Atlantique a démontré ne pas être un partenaire digne de confiance, avec tout ce que cela implique. Quant aux difficultés observées, de l'agroalimentaire jusqu'à l'énergie, que les populations concernées demandent des comptes à leurs responsables respectifs. Peut-être qu'ils sauront leur apporter des réponses convaincantes, bien que cela soit très peu probable.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca